



Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Groupe d'experts de la comptabilité nationale****Vingt-troisième session**

Genève, 23-25 avril 2024

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau**Ordre du jour provisoire annoté de la vingt-troisième session**Organisée sous la forme de réunions en présentiel au Palais des Nations, à Genève,
du 23 au 25 avril 2024.**I. Ordre du jour provisoire**

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau.
2. Progrès réalisés dans l'élaboration du Système de comptabilité nationale 2025 :
 - a) Aperçu général ;
 - b) Mesure des actifs incorporels et du capital naturel dans le Système de comptabilité nationale 2025 ;
 - c) Mondialisation ;
 - d) Transition numérique ;
 - e) Bien-être et durabilité.
3. Amélioration de la mesure de la consommation de capital fixe.
4. Comptes infranationaux et régionaux.
5. Révisions majeures et révision des indices de référence – politiques et pratiques.
6. Éléments d'information.
7. Conclusions, prochaines étapes et adoption du rapport.
8. Questions diverses.



II. Annotations

1. Adoption de l'ordre du jour et élection du Bureau

1. La session est organisée en application de décisions prises par la Conférence des statisticiens européens (ECE/CES/2023/16 et ECE/CES/2023/16/Add.1) et par le Groupe d'experts de la comptabilité nationale, à sa vingt-deuxième session (ECE/CES/GE.20/2023/2).

2. La session est organisée par le Groupe directeur de la comptabilité nationale de la CEE, avec le soutien de la Banque asiatique de développement (BAsD), du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CIS-STAT), de l'Association européenne de libre-échange (AELE) et de la Division de statistique de l'ONU.

2. Progrès réalisés dans l'élaboration du Système de comptabilité nationale 2025

a) Aperçu général

3. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par la Division de statistique de l'ONU et l'Équipe de mise à jour du Système de comptabilité nationale. Le responsable et le rédacteur principal du projet de mise à jour du Système de comptabilité nationale (SCN) rendront compte des progrès accomplis dans la rédaction des chapitres, en mettant l'accent sur les résultats de la cinquante-cinquième session de la Commission statistique de l'ONU. En outre, les progrès réalisés dans les domaines dont est chargée l'Équipe spéciale de la communication et dans la rédaction des chapitres correspondants seront présentés.

b) Mesure des actifs incorporels et du capital naturel dans le Système de comptabilité nationale 2025

4. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par le Bureau d'analyse économique des États-Unis, l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). L'Office fédéral de la statistique allemand (Destatis), l'Institut national espagnol de statistique, l'Office for National Statistics du Royaume-Uni, le Bureau d'analyse économique des États-Unis et Eurostat feront des exposés au titre de ce point de l'ordre du jour, et le Bureau central de statistique de l'Indonésie présentera un document d'appui. Il sera principalement question de l'application des recommandations du SCN 2025 relatives aux actifs incorporels et au capital naturel ainsi que des meilleures pratiques adoptées et des difficultés rencontrées au cours des premières mises en application des projets de recommandations.

5. Bien que la place qu'occupent les données dans les comptes nationaux fasse l'objet de discussions depuis de nombreuses années, les données en tant que facteur de production n'étaient pas comptabilisées dans les versions précédentes du SCN. Compte tenu de l'importance croissante des données dans les processus de production, plusieurs recommandations relatives au traitement des données seront intégrées dans le SCN 2025. Dans son exposé intitulé « Recording of Data in the German National Accounts » (Intégration des données dans les comptes nationaux allemands), Destatis présentera la méthode utilisée dans une étude qu'il a menée en 2023 grâce à un financement de l'Union européenne ainsi que les résultats de cette étude, qui porte sur la possibilité d'intégrer les données dans les comptes nationaux allemands. Conformément aux recommandations formulées par l'Équipe spéciale de la transformation numérique, les investissements qu'il faudra engager ont été estimés selon la méthode du coût complet, en tenant compte du coût du travail majoré des charges associées. Destatis parlera des hypothèses de base utilisées pour estimer le coût du travail et les charges associées. Il présentera les résultats concernant la formation brute de capital fixe, la consommation de capital fixe et les stocks de capital, ainsi

que les effets, selon différents scénarios, sur d'importants agrégats des comptes nationaux. Il présentera également les difficultés et les limitations associées à la méthode d'estimation utilisée ainsi que les travaux qu'il prévoit de mener.

6. Toutes les formes de capital, qu'il s'agisse d'actifs corporels ou incorporels, doivent être prises en compte dans les modèles d'analyse de la croissance et de la productivité fondés sur les facteurs de production (travail et capital), c'est pourquoi les estimations issues de ces modèles présentent un tel intérêt. Les actifs incorporels sont bien définis dans les publications économiques. Les actifs commerciaux, qui englobent les noms de marque, marques commerciales, logos et noms de domaine, constituent un sous-ensemble essentiel des actifs incorporels. Dans le SCN 2025, certains actifs incorporels seront désormais considérés comme des actifs produits, ce qui représente une grande avancée. Ce changement aura un effet considérable sur la délimitation des actifs au sein du système économique, et donc sur les composantes des agrégats macroéconomiques au niveau national. Dans son exposé intitulé « Measuring intangible assets in the Spanish economy: marketing assets » (Mesure des actifs incorporels dans l'économie espagnole : les actifs commerciaux), l'Institut national espagnol de statistique présentera l'approche proactive qu'il a adoptée pour surmonter les difficultés découlant de ce changement. Il s'emploie en effet à examiner diverses sources et méthodes d'estimation qui lui permettront de quantifier les flux et les stocks associés à ces actifs incorporels. Il vise ainsi à élaborer des protocoles d'application grâce auxquels les actifs incorporels pourront être intégrés dans les comptes nationaux espagnols. Il présentera l'état d'avancement de ses travaux, les sources et les méthodes étudiées, les résultats préliminaires obtenus et les actions à entreprendre.

7. Dans son exposé intitulé « Developing practical compilation guidance on Data as an asset » (Élaboration d'un guide pratique sur la compilation des données en tant qu'actifs), Eurostat présentera pour examen l'état d'avancement des travaux entrepris par une équipe spéciale internationale récemment constituée. La prise en compte des données en tant que nouvelle catégorie d'actifs est l'une des principales nouveautés qu'il est prévu d'introduire dans le SCN 2025. Si les concepts sont bien définis, dans la pratique, la comptabilisation des données en tant qu'actifs n'en est qu'à ses balbutiements dans de nombreux pays. Il faut donc régler plusieurs questions d'ordre pratique pour aider les pays à estimer la valeur de ces actifs en termes nominaux et en termes de volume ainsi que la valeur du stock de capital. Pour les actifs de données produits pour compte propre, il faudra trouver un accord sur les différents éléments de coût et d'autres paramètres essentiels. Afin d'améliorer la comparabilité internationale, Eurostat et le FMI ont constitué une équipe spéciale internationale chargée d'élaborer des recommandations concrètes visant à harmoniser la manière dont cette composante importante des économies modernes est comptabilisée. Les travaux devraient être achevés d'ici à la fin de 2024.

8. Élément clef du SCN 2025, l'inclusion des données dans le domaine des actifs joue un rôle important dans la mesure de l'économie numérique. Le Bureau d'analyse économique des États-Unis a mené des recherches sur la mesure de la formation brute de capital fixe, des prix et de l'amortissement. Dans son exposé intitulé « Estimating data as an asset – recent research from BEA » (Estimation des données en tant qu'actifs – recherches menées récemment par le Bureau d'analyse économique des États-Unis), il présentera la méthode utilisée et les derniers résultats obtenus et sollicitera l'avis d'autres pays sur ce sujet important.

9. Dans son exposé intitulé « Developing estimates of depletion for the UK natural capital accounts » (Mise au point de méthodes d'estimation de l'épuisement des ressources aux fins de la comptabilisation du capital naturel), l'Office for National Statistics du Royaume-Uni présentera les méthodes utilisées pour mesurer la dépréciation et la dégradation des actifs naturels. S'inscrivant dans un cadre de services écosystémiques, conformément aux comptes du capital naturel du Royaume-Uni, ces méthodes compléteront les comptes existants, comme cela est préconisé dans le Système de comptabilité environnementale et économique (SCEE). L'objectif de ce projet est d'estimer de manière fiable le niveau d'épuisement du plus grand nombre possible d'actifs naturels et de services écosystémiques et, partant, de générer le coût total agrégé relatif à l'épuisement d'origine anthropique des actifs naturels du Royaume-Uni. Les principaux défis que l'Office abordera dans son exposé sont l'application des méthodes du SCEE aux sources de données et les

ajustements nécessaires à leur mise en œuvre concrète, ainsi que les améliorations conceptuelles à apporter aux modèles. Le fait d'élaborer des estimations de l'épuisement des ressources permettra d'alimenter des indicateurs économiques globaux enrichis tels que l'épargne nette ajustée et le revenu net tout compris, où la dépréciation du capital naturel est portée en déduction des indicateurs bruts correspondants. Dans le monde entier, les experts de la comptabilité s'intéressent beaucoup à l'ajustement des indicateurs économiques courants, notamment à l'élargissement du concept de richesse au patrimoine naturel et à la durabilité, ces nouveaux indicateurs étant souvent considérés comme de meilleurs moyens de mesurer les progrès accomplis aux niveaux sociétal, économique et environnemental. Le projet de l'Office sur l'épuisement des ressources contribue à ces travaux. Les modifications apportées au SCN en 2025 devraient permettre de mieux tenir compte de l'épuisement des ressources naturelles dans les comptes nationaux.

10. Les participants à la session examineront aussi le document d'appui intitulé « Valuation of Renewable Energy Resources » (Évaluation des ressources énergétiques renouvelables), dans lequel le Bureau central de statistique de l'Indonésie décrit les principales sources de données disponibles et les méthodes permettant d'estimer la valeur marchande des ressources énergétiques renouvelables en Indonésie.

c) Mondialisation

11. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par le Bureau d'analyse économique des États-Unis et le FMI. La Banque centrale du Costa Rica, le Central Statistical Office (CSO) de l'Irlande, l'Institut national de la statistique italien (ISTAT), le Bureau d'analyse économique des États-Unis, la Banque centrale européenne (BCE), le Centre commun de recherche de la Commission européenne (CCR) et Eurostat présenteront des exposés. Il sera principalement question des domaines du SCN 2025 qu'il est prévu de mettre en application rapidement et des efforts déployés récemment pour élaborer de nouveaux outils analytiques et de nouvelles statistiques.

12. Dans le contexte de la mondialisation, on s'intéresse principalement aux unités institutionnelles appartenant à des entreprises multinationales, dont les activités peuvent déclencher une dynamique particulière présentant un intérêt analytique et fausser les agrégats macroéconomiques traditionnels. Dans son exposé intitulé « Compilation modalities for Foreign-controlled Non-financial Corporations (FCC) in the euro area » (Méthodes de compilation pour les sociétés non financières sous contrôle étranger dans la zone euro), la BCE présentera une étude sur la fourniture, dans le cadre des comptes financiers et des comptes extérieurs, d'informations sur les sociétés non financières sous contrôle étranger, l'objectif étant de faciliter l'utilisation des statistiques macroéconomiques aux fins de l'analyse de la mondialisation. Cette étude, finalisée à la mi-2023, s'accompagne d'un plan de mise en application visant à estimer, pour ce type de sociétés, les stocks et flux des comptes de bilan trimestriels entièrement intégrés avec les comptes de la balance des paiements et du secteur financier. La disponibilité des sources de données et les capacités statistiques varient d'un pays à l'autre, ce qui pose des difficultés particulières aux producteurs de données, qui doivent donc adapter leurs approches de compilation des données. Dans l'étude sur les méthodes de compilation, la BCE formule un ensemble de recommandations relatives aux sources et aux méthodes de compilation des statistiques sur les sociétés non financières sous contrôle étranger dans la zone euro et l'UE et propose notamment un cadre de mise en application dans lequel la couverture est augmentée de manière progressive et graduelle à partir d'un ensemble initial de données, dont la couverture est limitée.

13. Dans son exposé intitulé « The importance that lies beneath the national level: FIGARO-REG and the exposure of regions » (L'importance du niveau national : FIGARO-REG et l'ouverture commerciale des régions), le CCR présentera la manière dont la base de données FIGARO-REG peut être utilisée pour produire, pour la première fois, un indicateur d'ouverture unique pour l'ensemble d'une région. Cet indicateur permettra de montrer, pour une région donnée, le volume des exportations via des pays tiers et sa dépendance par rapport à d'autres régions et pays non membres de l'Union européenne tels que la Chine et la Fédération de Russie. Ces informations sont intéressantes, car elles permettent aux décideurs de mesurer l'ouverture commerciale, la dépendance et les vulnérabilités aussi bien d'un pays que d'une région.

14. Dans son exposé intitulé « Linking data sources to produce trade statistics according to enterprises' characteristics » (Relier les données provenant de différentes sources pour produire des statistiques commerciales en fonction des caractéristiques des entreprises), la Banque centrale du Costa Rica décrira comment trois sources de données différentes ont été compilées afin d'obtenir des données sur les entreprises qui font du commerce international. Ce type de données est d'une importance cruciale pour une petite économie ouverte comme celle du Costa Rica, qui a toujours mis l'accent sur son intégration dans les marchés d'échanges de biens et de services et les marchés financiers internationaux. Le numéro d'identification des entreprises est une variable qui permet d'établir un lien entre les informations provenant de l'Administration générale des douanes, le registre des variables économiques de la Banque centrale et les informations figurant sur les factures électroniques validées par le Ministère des finances. Cela permet de présenter les informations sur le commerce extérieur selon différentes catégories (activité économique, type d'opérateur, taille de l'entreprise, pays partenaire) et de déterminer la composition des importations. Les exportations de services représentent plus de 40 % de l'ensemble des exportations du Costa Rica. La difficulté consiste à prendre en compte les importations et les exportations de services au moyen d'une approche progressive, qui s'appliquera d'abord aux produits exportés provenant de zones franches et s'étendra progressivement au reste de l'économie.

15. Des unités chargées des grandes entreprises (ou des structures organisationnelles analogues) sont généralement mises en place afin de relever les défis de la mondialisation, non seulement pour délimiter correctement les structures des groupes d'entreprises multinationales, mais aussi pour garantir que les données relatives à ces groupes sont compilées et diffusées de la même manière. Pour que les données sur les entreprises multinationales soient cohérentes, il est indispensable que les responsables des différents domaines statistiques coopèrent tant au sein du même pays qu'entre différents pays. Dans son exposé intitulé « LCUs in EU and EFTA countries » (Les unités chargées des statistiques des grandes entreprises dans les pays de l'UE et de l'AELE), Eurostat parlera de l'appui qu'il a apporté à plusieurs activités de collaboration entre des pays de l'UE afin de les aider à mettre en place des unités chargées des grandes entreprises ou à améliorer le fonctionnement des unités existantes. Il expliquera en outre comment les autorités statistiques nationales des pays de l'UE et de l'AELE établissent de telles unités (ou des structures analogues) et décrira les différents outils permettant de faciliter la validation automatique des données. En 2021, il a établi le Réseau européen de coordonnateurs des travaux sur les entreprises multinationales. Ce réseau rassemble des experts en entreprises multinationales dans divers domaines statistiques. Ces experts collaborent étroitement pour garantir que les données sur les groupes d'entreprises multinationales collectées dans le cadre de différents processus statistiques sont traitées toujours de la même manière dans les statistiques officielles. Eurostat présentera également les activités qu'il mène actuellement pour faire connaître les statistiques expérimentales sur les groupes d'entreprises multinationales.

16. Dans son exposé intitulé « Global Supply Chains : New Resources and the Path Forward » (Chaînes d'approvisionnement mondiales : nouvelles ressources et voie à suivre), le Bureau d'analyse économique des États-Unis donnera une vue d'ensemble de l'état d'avancement et des résultats préliminaires des projets sur les chaînes de valeur mondiales qu'il dirige actuellement ainsi qu'un aperçu des activités de recherche qu'il pourrait mener à l'avenir. Le SCN 2025 contient de nouvelles recommandations importantes ayant trait à la mondialisation, notamment en ce qui concerne les statistiques sur le commerce en valeur ajoutée (TiVA) et des sujets connexes. Dans le cadre de ces recommandations, le Bureau a collaboré avec la Fondation nationale pour la science des États-Unis pour établir des statistiques TiVA nationales expérimentales et commencer à les publier régulièrement. Ces dernières années, il a aussi participé activement à l'extension et à l'amélioration du cadre des tableaux des ressources et des emplois (TRE) sur lequel repose ces statistiques, notamment en travaillant sur un TRE étendu basé sur les entreprises multinationales et en collaborant avec des collègues de Statistique Canada en vue de développer un TRE régional États-Unis-Canada. En outre, le Bureau consacre actuellement des ressources supplémentaires au développement de nouveaux produits permettant de comprendre la mondialisation et les chaînes de valeur mondiales et à l'amélioration des produits existants.

17. Dans son exposé intitulé « Using extended Input-Output Tables (eIOTs) to measure the impact of Global Value Chains (GVCs) participation on the Italian economy » (Utilisation de tableaux d'entrées-sorties étendus pour mesurer les effets sur l'économie nationale de la participation de l'Italie aux chaînes de valeur mondiales), l'ISTAT démontrera que les tableaux d'entrées-sorties étendus peuvent aider à mesurer l'incidence des chaînes de valeur mondiales et à tenir compte des effets très divers que celles-ci peuvent avoir tant sur les différentes branches d'activité que les différents types d'entreprises. Il présentera d'abord la procédure utilisée pour calculer les valeurs des tableaux d'entrées-sorties étendus à partir des informations provenant des TRE étendus. Cette méthode permet d'obtenir des tableaux d'entrées-sorties étendus qui sont parfaitement cohérents avec les comptes nationaux officiels et d'augmenter le niveau de détail des données pour chaque dimension : liens commerciaux intérieurs entre les différentes branches d'activité, liens commerciaux internationaux par branche d'activité et par pays et formation et distribution des revenus par type d'entreprise. L'ISTAT montrera ensuite comment les tableaux d'entrées-sorties étendus peuvent être utilisés pour mesurer les effets sur l'économie nationale de la participation de l'Italie aux chaînes de valeur mondiales. En effet, l'utilisation de ces tableaux permet de réaliser différentes simulations afin de déterminer la mesure dans laquelle la participation aux chaînes de valeur mondiales contribue à la création de valeur ajoutée et à la formation de revenus. Elle permet notamment d'étendre l'analyse pour tenir compte des effets très divers que cette participation peut avoir tant sur les différentes branches d'activité que sur les différents types d'entreprises. On obtient ainsi une carte à haute résolution de l'incidence de la participation aux chaînes de valeur mondiales sur l'économie italienne.

18. L'Irlande est une économie fortement mondialisée, où la concentration d'entreprises multinationales à capitaux étrangers est inhabituellement élevée par rapport à d'autres pays. Les multinationales influent sur l'économie irlandaise de diverses manières : elles réalisent des investissements, créent des emplois et paient des impôts, entre autres. Lorsque l'on mesure les performances d'une économie nationale, l'une des principales difficultés consiste à isoler les activités des entreprises multinationales qui ont une incidence tangible sur l'économie nationale de celles qui n'en ont pas. Dans son exposé intitulé « Ireland's National Accounts in the Context of Globalisation » (Comptabilité nationale de l'Irlande dans le contexte de la mondialisation), le CSO de l'Irlande montrera que le revenu national net (RNN) est un bon indicateur de l'état de l'économie nationale irlandaise, car il exclut les effets de la mondialisation associés aux bénéfices réinvestis et à l'amortissement, alors que ceux-ci sont inclus dans le produit intérieur brut (PIB). Le RNN est plus utile que d'autres agrégats (par exemple le revenu national brut qui ne sont publiés qu'en Irlande, car il permet des comparaisons internationales.

d) Transition numérique

19. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par Eurostat et le FMI. Statistics Finland, la Banque nationale hongroise (Magyar Nemzeti Bank – MNB), la BAsD et le FMI présenteront des exposés. Il sera principalement question de sujets qui occupent une place importante dans le SCN 2025, notamment l'élaboration de comptes satellites de l'économie numérique et la mesure des actifs commerciaux. L'objectif est de mettre en commun les données d'expérience nationales concernant les premières mises en application des recommandations correspondantes et de susciter un débat sur les sources de données, les méthodes d'estimation et la manière dont les parties prenantes s'adaptent au fait que l'économie numérique occupe une place de plus en plus importante dans les statistiques macroéconomiques.

20. Dans l'exposé intitulé « Challenges of Production Boundary for Intangible Assets » (Difficultés liées à la frontière de production dans le cas des actifs incorporels), la MNB examinera la place importante qu'occupent les actifs incorporels dans la mondialisation, la transition numérique et la protection de l'environnement. Elle s'efforcera de préciser différents aspects relatifs à la bonne comptabilisation – d'un point de vue statistique – des actifs incorporels, tels que le traitement des actifs incorporels achetés et uniquement destinés à être vendus et non utilisés en tant qu'intrants, la comptabilisation et la classification des actifs non financiers non produits au point d'entrée dans les bilans, et l'établissement de liens entre la production des actifs incorporels (en particulier dans le cas des entités ad hoc) et la

main-d'œuvre utilisée. Il sera également question des modalités de comptabilisation économiquement pertinentes, notamment au regard d'indicateurs macroéconomiques tels que l'investissement étranger direct (IED) et la productivité.

21. Dans son exposé intitulé « The Development of the Digital Supply and Use Tables for Georgia » (Élaboration de TRE du secteur numérique pour la Géorgie), la BASD parlera des efforts déployés pour faire avancer les initiatives actuellement menées par les statisticiens du monde entier pour élaborer des TRE du secteur numérique. Étant donné que la transition numérique a de vastes incidences sur divers aspects de l'économie, il est impératif, si l'on veut élaborer des politiques appropriées, de mesurer les effets qu'elle a sur les comptes macroéconomiques. Par conséquent, il sera essentiel de mettre en évidence dans le SCN 2025 les produits et activités du numérique à l'aide de TRE. À l'appui de cet effort, la BASD a fourni une assistance technique à ses pays membres en développement pour la mesure des incidences économiques du numérique sur leurs économies. La collaboration entre la BASD et l'Office national de statistique de la Géorgie a débouché sur la compilation des premiers TRE du secteur du numérique pour le pays. Les TRE à prix courants de l'année de référence 2018 ont été utilisés comme point de départ. Les sources de données primaires utilisées pour l'établissement des TRE, telles que les enquêtes réalisées auprès des entreprises, les enquêtes sur la consommation intermédiaire et les données fiscales, ont été complétées par d'autres ensembles de données spéciaux tels que les enquêtes sur l'utilisation de l'informatique par les entreprises et les ménages. Pour les plateformes d'intermédiaires numériques, les états financiers ont également été utilisés. Des indicateurs sont ensuite calculés à partir des données ventilées et appliqués aux TRE standards afin d'obtenir des estimations correspondantes pour les secteurs et les produits du numérique. Le processus de compilation des TRE du secteur numérique et des TRE standards n'étant pas encore harmonisé, la plupart des difficultés rencontrées lors de la phase initiale de compilation étaient principalement imputables au manque d'informations détaillées requises par le cadre des TRE du secteur numérique. Compte tenu de ce manque de données, les résultats obtenus sont encore considérés comme empiriques et les sources de données doivent être développées plus avant.

22. Dans son exposé intitulé « Digital economy Supply and Use Tables » (Tableaux des ressources et des emplois dans l'économie numérique), Statistics Finland présentera les travaux de recherche menés pour élaborer une méthode et compiler les premiers résultats des TRE dans le secteur du numérique en Finlande. L'année 2018 a été choisie comme période de référence. Il s'agit là de résultats empiriques qui résultent d'une première tentative de mesurer les multiples aspects des TRE dans le secteur du numérique. Les nouveaux produits numériques, à savoir les biens du secteur des technologies de l'information et de la communication, les services numériques payants, les services d'informatique en cloud et les services numériques d'intermédiation, ont été examinés et compilés lorsque cela était possible. Des estimations de six nouvelles branches d'activité du secteur numérique ont été réalisées. Les produits hors du champ d'application du SCN 2008, tels que les données en tant qu'actifs, n'ont pas été inclus dans ces travaux. Dans son exposé, Statistics Finland décrira la principale méthode utilisée, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les enseignements tirés de la compilation des statistiques expérimentales sur les TRE dans l'économie numérique en Finlande.

23. Dans son exposé intitulé « Marketing Assets : Progress Report » (Actifs commerciaux : rapport d'activité), le FMI présentera les travaux de l'équipe spéciale des actifs commerciaux sur l'élaboration du manuel de mesure des actifs commerciaux. Il présentera les grandes lignes du manuel.

e) **Bien-être et durabilité**

24. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par Statistique Canada, l'OCDE et la Banque mondiale. La Banque centrale d'Arménie, la Banque centrale du Costa Rica, la Reserve Bank of India, l'Institut national de statistique et de géographie mexicain (INEGI), l'Office for National Statistics du Royaume-Uni et la BASD présenteront des exposés. L'accent sera mis sur l'application de recommandations relatives au bien-être et à la durabilité dans le cadre du SCN 2025, l'objectif étant d'examiner les meilleures pratiques adoptées et les difficultés rencontrées dans la compilation des données concernant les

activités non rémunérées des ménages, les comptes de répartition, le travail, l'éducation, le capital humain et les questions environnementales et économiques ainsi que d'étudier les pratiques exemplaires nationales en matière de présentation cohérente des données.

25. L'une des dimensions du bien-être subjectif est liée à la qualité de l'environnement. Dans son exposé intitulé « Well-being and sustainability » (Bien-être et durabilité), l'INEGI retrace l'histoire de la production de statistiques sur l'état de l'environnement et des ressources naturelles au Mexique. En 1991, avec l'appui technique de la Banque mondiale et de l'ONU, le Mexique a participé à la première étude de cas internationale sur le sujet, qui a débouché sur l'élaboration de variables macroéconomiques telles que le produit intérieur net ajusté en fonction des données environnementales et les dépenses de protection de l'environnement. Aujourd'hui, la mesure des aspects liés aux écosystèmes suscite un grand intérêt, c'est pourquoi entre 2017 et 2021 le Mexique a participé en tant que pays pilote à l'élaboration de comptes écosystémiques dans le cadre du projet de l'ONU sur la comptabilisation du capital naturel et l'évaluation des services fournis par les écosystèmes. Les premiers résultats de la comptabilité des écosystèmes au Mexique ont été diffusés en octobre 2021, puis ils ont été étendus et mis à jour pour la série 2002-2021 en août 2023. La coopération interinstitutionnelle et interdisciplinaire a joué un rôle très important dans la réalisation de ce projet, tout comme l'utilisation de données économiques, environnementales et géographiques. C'est pourquoi un groupe de travail collégial a été constitué pour promouvoir la compilation et l'utilisation de données statistiques et géographiques sur les questions économiques et environnementales relatives aux écosystèmes, combler les lacunes dans les données, répondre aux besoins d'information et garantir le respect des engagements nationaux et internationaux.

26. Aujourd'hui, les décideurs du monde entier doivent de plus en plus trouver un équilibre entre les aspects économiques, environnementaux et sociaux. Dans son exposé intitulé « UK experiences in presenting coherent 'Beyond GDP' estimates – Inclusive income 2006-2019 » (L'expérience du Royaume-Uni dans la présentation d'estimations cohérentes au-delà du PIB – Revenu tout compris, 2006-2019), l'Office for National Statistics du Royaume-Uni présentera deux nouveaux indicateurs du bien-être et de la durabilité obtenus en appliquant des méthodes éprouvées du SCN à un ensemble plus large de données portant sur la période concernée, en partant de l'hypothèse que les activités non marchandes peuvent être mesurées et prises en compte de la même manière. Il s'agit du revenu brut tout compris et du revenu net tout compris, qui sont largement comparables respectivement au PIB et au revenu national net disponible, mais avec des frontières élargies en termes d'actifs et de production. Dans cette approche, un grand nombre de nouveaux domaines définis dans la prochaine version du SCN, notamment un ensemble élargi d'actifs incorporels, sont pris en compte, la frontière de la production a été étendue pour inclure les activités domestiques non rémunérées et les frontières de la production et des actifs ont été repoussées pour prendre en compte des capitaux naturels supplémentaires et leurs services écosystémiques. Dans son exposé, l'Office présentera et commentera les résultats empiriques obtenus, les difficultés statistiques qui doivent encore être surmontées et les compromis qui devront être faits entre les différentes politiques à mener. La transition marquée des activités marchandes vers la production domestique, par exemple, pourrait apporter de nouvelles explications à « l'énigme de la productivité » qui caractérise le Royaume-Uni, tandis que le fait de combiner les émissions de carbone et les prix du carbone en raisonnant en volume permet de montrer que la contribution nette du Royaume-Uni à la dégradation de l'atmosphère continue d'augmenter, malgré la baisse des émissions, car le prix du carbone a augmenté à un rythme plus rapide.

27. Dans son exposé intitulé « Measuring Unpaid Household Work in Bangladesh » (Mesure du travail ménager non rémunéré au Bangladesh), la BASD parlera de la manière dont la valeur du travail ménager non rémunéré est mesurée au Bangladesh, conformément aux dernières recommandations figurant dans les manuels statistiques internationaux. Les activités domestiques non rémunérées englobent à la fois le travail de production pour compte propre et le travail bénévole, qui doivent tous deux être mesurés et évalués selon des méthodes distinctes. La BASD parlera également de questions telles que l'accomplissement de tâches multiples et les méthodes d'évaluation marchande sur la base d'approches fondées sur les entrées et les sorties, conformément au Guide sur l'évaluation des travaux domestiques non rémunérés (CEE, 2017) et à la recommandation WS.3 concernant les travaux

domestiques non rémunérés du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale. L'objectif principal est d'estimer les apports du travail non rémunéré dans des domaines clés tels que le logement, l'alimentation, l'habillement, les soins et le transport. En utilisant des données provenant de diverses sources, notamment des enquêtes et des données administratives, la BAsD décrit la productivité économique du Bangladesh en mettant en évidence la dimension souvent négligée du travail ménager non rémunéré.

28. Actuellement, le système de comptabilité nationale de l'Inde n'inclut pas d'indicateurs sur le travail et le capital humain. Dans des études qu'ils ont menées, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI ont souligné que les statistiques des comptes nationaux devraient aller « au-delà du PIB » et combler le fossé entre la production globale, le bien-être et la durabilité. Dans le monde de l'après-COVID-19, il est plus important que jamais de comprendre pourquoi les pays devraient investir davantage dans le travail et le capital humain afin de protéger les acquis durement gagnés. Dans son exposé intitulé « Measuring the Contribution of Labour Composition in Gross Value Added – The Human Capital Approach » (Mesure de la contribution de la main-d'œuvre à la valeur ajoutée brute – Approche fondée sur le capital humain), la Reserve Bank of India parlera de l'élaboration d'un indice de capital humain pour l'Inde. Plusieurs difficultés subsistent, notamment des lacunes dans les séries de données rétrospectives sur l'emploi et l'absence d'informations sur les revenus des différentes catégories de travailleurs, en particulier les travailleurs indépendants. Pour combler ces lacunes, la première étape de l'élaboration d'un indice de capital humain devrait être la construction d'un indice de composition de la main-d'œuvre par branche d'activité, dans lequel une distinction serait établie entre les différents types de main-d'œuvre sur la base du capital humain incorporé.

29. L'agrégation de divers indicateurs macroéconomiques ne permet pas de mettre en évidence les disparités qui existent entre les différents types de ménages. En augmentant la désagrégation et en établissant des comptes de répartition des ménages, on peut obtenir de meilleures informations et déterminer les bénéficiaires de la croissance et de l'emploi ainsi que la manière dont les bénéfices de l'activité économique sont répartis entre les ménages. Les informations relatives à la répartition tirées des statistiques microéconomiques ne sont pas toujours cohérentes avec les indicateurs macroéconomiques, qui mesurent le bien-être économique. Dans son exposé intitulé « Estimation distributional results of household sector in Armenia » (Estimation des résultats de répartition pour le secteur des ménages en Arménie), la Banque centrale d'Arménie présentera une étude qui tente de combiner des données microéconomiques et des données macroéconomiques pour obtenir des résultats de répartition pour le secteur des ménages et rapprocher ces indicateurs des indicateurs macroéconomiques agrégés, sur la base des méthodes recommandées par le Groupe d'experts conjoint OCDE-Eurostat sur les disparités dans les comptes nationaux. Elle donnera un aperçu des différentes étapes de la compilation des indicateurs ajustés, de l'harmonisation des données microéconomiques et macroéconomiques et de la compilation d'indicateurs empiriques de répartition de la consommation des ménages fondés sur les comptes nationaux, sur l'enquête intégrée sur les conditions de vie des ménages et sur des données administratives.

30. Dans son exposé intitulé « The distributive national accounts of households for Costa Rica » (Comptes nationaux de répartition des revenus des ménages au Costa Rica), la Banque centrale du Costa Rica parlera de la mise au point de mesures de répartition des revenus, de la consommation ainsi que de l'épargne par quintile de revenu, par sexe et par activité économique des ménages. La méthode employée pour présenter les premiers résultats empiriques combine des sources de données microéconomiques et des sources de données macroéconomiques, conformément aux recommandations du Groupe d'experts sur les disparités dans les comptes nationaux. Les résultats montrent que seuls les ménages du 5^e quintile ont un taux d'épargne positif. Par ailleurs, les ménages avec un couple à leur tête ont affiché le taux d'épargne le plus élevé par rapport aux ménages ayant à leur tête un homme (bien que ceux-ci aient la plus forte concentration de l'épargne), tandis que les ménages ayant à leur tête une femme ont enregistré un taux d'épargne négatif. En ce qui concerne les activités économiques, les activités immobilières ont permis de générer le taux d'épargne le plus élevé, tandis que les travaux domestiques génèrent le taux d'épargne le plus bas.

31. Les débats porteront aussi sur le document d'appui de la Reserve Bank of India intitulé « Valuation of Unpaid Household Activities » (Évaluation des activités ménagères non rémunérées), qui porte sur la mesure de la valeur des activités ménagères non rémunérées effectuées par les femmes en Inde ainsi que sur l'évaluation du travail non rémunéré des ménages au niveau infranational, l'objectif étant d'améliorer l'estimation du produit intérieur au niveau infranational.

3. Amélioration de la mesure de la consommation de capital fixe

32. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par le Bureau d'analyse économique des États-Unis, l'Office for National Statistics du Royaume-Uni et Eurostat. Le Bureau de statistique croate, Statistique Canada et Eurostat présenteront des exposés. Les débats porteront sur les travaux menés récemment pour améliorer la mesure de l'amortissement ou de la consommation de capital fixe. La mesure de la consommation de capital fixe va gagner en importance car, dans le SCN 2025, une place plus grande sera accordée aux indicateurs du revenu net et de la croissance, tels que le produit intérieur net, qui s'obtient en déduisant la consommation de capital fixe du PIB. Elle est également étroitement liée à la mesure des stocks de capital. Toutefois, il est difficile d'obtenir des mesures précises de la consommation de capital fixe, car il faut pour cela disposer d'ensembles de données très précis, recourir à une modélisation et utiliser des méthodes complexes.

33. Dans son exposé intitulé « EU recommendations on fixed assets and estimation of consumption of fixed capital under European System of Accounts (ESA2010) » (Recommandations de l'UE sur les actifs fixes et l'estimation de la consommation de capital fixe dans le cadre du système européen des comptes (SEC2010)), Eurostat présentera un bref résumé du rapport final de l'équipe spéciale de l'UE sur les capitaux fixes, qui a élaboré des recommandations pratiques sur la compilation des stocks de capital fixe et de la consommation de capital fixe. Il donnera un aperçu de la situation et fournira des recommandations concernant le choix des fonctions de sortie et d'amortissement, les durées de vie moyennes, l'estimation du stock de capital initial, d'autres modifications du volume des actifs, les indices de prix et l'harmonisation des données dans l'UE.

34. Il est fréquent que les organismes de statistique n'aient pas accès à des données sur la consommation de capital fixe et les stocks de capital compilées selon les prescriptions du SCN 2008 et du système européen des comptes (SEC 2010). C'est pourquoi ils ont recours à la modélisation pour obtenir les agrégats souhaités. Dans son exposé intitulé « Different scenarios of estimating the consumption of fixed capital for the government sector with possible impact on gross national income » (Différents scénarios d'estimation de la consommation de capital fixe dans le secteur public, et leur possible impact sur le revenu national brut), le Bureau de statistique croate décrira les difficultés auxquelles les statisticiens font face lorsqu'ils élaborent des procédures, telles que des séries de données sur la formation brute de capital fixe ne couvrant pas une période suffisamment longue, la sélection des fonctions relatives à la durée de vie et à l'amortissement, et la définition de la durée de vie moyenne normale des actifs fixes. Outre les difficultés susmentionnées, pour que les données puissent être transmises conformément aux prescriptions du programme de transmission du SEC 2010, il faut pouvoir estimer les stocks de capital et la consommation de capital fixe (et donc de la formation brute de capital fixe) au niveau des secteurs institutionnels et des branches d'activité.

35. Dans son exposé intitulé « Improvement of measures of consumption of fixed capital » (Amélioration des mesures de la consommation de capital fixe), Statistique Canada présentera la méthode de l'inventaire permanent (MIP) qu'il a élaborée pour estimer la consommation de capital fixe et qui sert à mesurer le PIB trimestriel ainsi que le stock de capital aux fins de l'établissement du bilan national trimestriel. La MIP est estimée sur une base trimestrielle, par région, par actif et par branche d'activité, à l'aide de diverses sources de données collectées une ou plusieurs fois par an ainsi que de modèles et de méthodes de projection. Statistique Canada décrira la méthode d'estimation de l'investissement trimestriel et des prix des actifs ainsi que des taux d'amortissement trimestriels applicables au stock de capital annuel. Il abordera également les difficultés d'estimation liées à l'incorporation des TRE annuels et à la nécessité de faire en sorte que les approches soient cohérentes pour la période en cours (alignement des investissements, des prix).

36. Les débats porteront aussi sur le document d'appui intitulé « A sensitivity test on stocks and CFC estimates of Italy: implementation of European recommendations for harmonization and comparability among Member States » (Analyse de sensibilité de l'estimation des stocks et de la consommation de capital fixe en Italie : application des recommandations européennes aux fins de l'harmonisation et de la comparabilité entre les États membres), dans lequel l'ISTAT décrit les travaux réalisés pour améliorer l'utilisation de la MIP aux fins de l'estimation des stocks et de la consommation de capital fixe dans les comptes nationaux italiens.

4. Comptes infranationaux et régionaux

37. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par Statistique Canada et l'Office for National Statistics du Royaume-Uni. Statistique Canada, l'INEGI, Statistics South Africa, l'Office for National Statistics du Royaume-Uni feront des exposés, et le Bureau central de statistique de l'Indonésie et ISTAT présenteront des documents d'appui. Les utilisateurs sollicitent de plus en plus souvent des données plus détaillées. Les données infranationales (ou régionales) revêtent une importance particulière. Les données infranationales, qui fournissent des informations importantes sur la santé socioéconomique des différentes régions d'un pays, sont de plus en plus demandées par les décideurs, qui les utilisent pour prendre des décisions de politique générale et des décisions d'investissement. Elles sont également appréciées des régions elles-mêmes. Les débats menés au titre de ce point de l'ordre du jour permettront de mettre en lumière les travaux réalisés dans le domaine des données régionales, les difficultés posées par la mesure de l'activité à un tel niveau de détail et les solutions apportées pour faire face à ces difficultés.

38. Dans son exposé intitulé « Estimation of regional gross domestic product for South Africa: experimental estimates 2013-2022 » (Estimation du produit intérieur brut régional pour l'Afrique du Sud : estimations empiriques pour la période 2013-2022), Statistics South Africa présentera un projet en plusieurs phases qu'il a lancé pour renouer avec le calcul du PIB par région. Les décideurs sont toujours demandeurs de données macroéconomiques détaillées, qu'ils utilisent pour comparer la situation de l'économie régionale et faciliter l'élaboration de politiques, les décisions d'investissement et les exercices de simulation. La production des séries de données sur le PIB par région a commencé en 2002 et s'est arrêtée en 2021, 2019 étant la dernière année pour laquelle des données sont disponibles. Elle a été arrêtée en raison d'un exercice de révision des indices de référence et de changement de base, qui était la première révision des comptes nationaux depuis que Statistics South Africa avait été chargé de centraliser les estimations du PIB. Il s'en est suivi une révision à la hausse de la taille de l'économie sud-africaine et des changements du poids de l'offre et de la demande dans l'activité économique. À la suite de cette révision, un nouveau projet visant à rétablir les estimations relatives aux PIB régionaux a débuté : tout d'abord les sources de données disponibles ont été évaluées et une méthode a été élaborée. Ensuite, cette méthode et les résultats expérimentaux obtenus ont été soumis à un débat public et à des consultations dans chacune des neuf régions de l'Afrique du Sud. Les résultats de ces consultations permettront de renforcer les résultats empiriques obtenus avant la publication des estimations officielles des PIB régionaux en 2024.

39. Dans son exposé intitulé « Disaggregating UK annual Gross Value Added (GVA) to lower levels of geography » (Ventilation de la valeur ajoutée brute annuelle du Royaume-Uni à des niveaux géographiques plus détaillés), l'Office for National Statistics du Royaume-Uni présentera les travaux qu'il a récemment menés pour produire en temps voulu des statistiques infranationales plus détaillées et cohérentes. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie sur les données infranationales lancée en décembre 2021 pour réaliser l'ambition du Gouvernement d'améliorer les données infranationales et de renforcer la transparence et l'application du principe de responsabilité. Au sein de l'Office, le groupe de travail des statistiques locales détaillées a été constitué pour transformer les comptes nationaux en améliorant le degré de détail des statistiques infranationales, l'objectif étant d'obtenir des données pour des zones très petites (400 à 1 200 ménages). Une part importante de son travail a consisté à établir des estimations de la valeur ajoutée brute à un niveau plus détaillé que jamais, à l'échelle de l'ensemble du Royaume-Uni. Les données à un niveau de désagrégation

moyen ont été publiées en 2021, mais en raison de difficultés d'ordre méthodologique, notamment en matière de divulgation de données statistiques, les données à un niveau géographique inférieur n'ont pas été produites.

40. Dans son exposé intitulé « Sub-national accounts » (Comptes infranationaux), Statistique Canada parlera des sources de données et des difficultés en matière d'estimation, notamment celles liées aux mesures régionales effectuées pendant la pandémie et la période de reprise qui a suivi, qui a été marquée par des pressions inflationnistes élevées et des conséquences variant selon les régions. Le Canada compte 13 régions, chacune avec des économies et des facteurs de dépendance très différents. Statistique Canada élabore, pour chaque région, un ensemble complet de comptes, qui comprennent le PIB par catégorie de revenu, par dépenses (nominales et réelles) et par valeur ajoutée, ainsi que les comptes courants et les comptes de capital du secteur des ménages. Toutefois, il rencontre des difficultés qui concernent les différences de prix régionales, les signaux contradictoires et la mesure du commerce interrégional. Certaines régions sont relativement petites et leurs économies reposent principalement sur un ou deux secteurs, ce qui complique les mesures.

41. L'indicateur trimestriel de l'activité économique par État compilé par l'INEGI est un indicateur à court terme qui permet de fournir un aperçu général de la situation macroéconomique et des tendances économiques dans les différents États du pays. En plus de fournir une meilleure ventilation temporelle, cet indicateur peut également être considéré comme un calcul anticipé du PIB régional, subdivisé en trois types d'activité économique (primaire, secondaire et tertiaire) et en différents secteurs. Les estimations sont établies conformément à la méthode figurant dans le SCN 2008, au Manuel d'Eurostat sur les méthodes des comptes régionaux et au Manuel du FMI sur les comptes nationaux trimestriels portant sur les concepts, sources statistiques et compilation. Les données de l'indicateur trimestriel de l'activité économique par État sont disponibles depuis le premier trimestre de 2003 et sont exprimées en indice de volume physique, l'année de base fixe étant 2018 (2018 = 100). Les résultats sont publiés environ cent vingt jours civils après la fin du trimestre de référence, conformément à la norme spéciale de diffusion des données du FMI.

42. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Bureau central de statistique de l'Indonésie et l'ISTAT présenteront des documents d'appui. Dans son exposé sur le document intitulé « The Compilation of Quarterly GDP of Regencies in Indonesia » (Compilation du PIB régional trimestriel des régences en Indonésie), le Bureau central de statistique de l'Indonésie fournira des informations sur l'approche et la méthode élaborées pour ventiler le PIB régional compilé pour 34 provinces au niveau des 514 régences. Cet exercice, qui nécessite beaucoup de ressources, est mené pour répondre à la forte demande des décideurs, qui souhaitent disposer en temps voulu de données détaillées au niveau des régences afin d'orienter les politiques régionales. Dans son exposé sur le document intitulé « A regional estimate of General Government GFCF of Italy: different strategies for different assets and subsectors » (Estimation régionale de la formation brute de capital fixe des administrations publiques en Italie : différentes stratégies applicables à différents actifs et sous-secteurs), l'ISTAT décrira le travail effectué jusqu'à présent pour établir des estimations régionales de la formation brute de capital fixe du secteur des administrations publiques conformément aux recommandations de l'équipe spéciale d'Eurostat sur l'investissement régional. L'objectif de l'analyse a d'abord été de répartir, selon les différentes régions, les dépenses d'infrastructures en pourcentage de la formation totale de capital fixe, puis de s'intéresser aux autres actifs tels que les armes et la recherche-développement.

5. Révisions majeures et révision des indices de référence – politiques et pratiques

43. Les débats au titre de ce point de l'ordre du jour sont organisés par Statistics Netherlands et le Bureau d'analyse économique des États-Unis. Le service national de statistique de la République d'Arménie (Armstat), l'Institut de statistique du Belize, la Banque centrale du Costa Rica, le Bureau d'analyse économique des États-Unis et Eurostat présenteront des exposés. Il sera principalement question des expériences des pays ayant procédé à des révisions majeures et des révisions des indices de référence, ainsi que des moyens d'améliorer ces processus. Réviser les indices de référence en fonction des

recensements périodiques ponctuels est un processus extrêmement coûteux pour les organismes nationaux de statistique et représente une charge considérable pour les personnes interrogées dans le cadre du recensement. Il conviendrait d'évaluer soigneusement les pratiques actuelles, s'agissant notamment de la révision des indices de référence. D'autres méthodes devraient être présentées, par exemple des méthodes reposant sur les mégadonnées disponibles en temps réel, les techniques d'apprentissage automatique et les données administratives.

44. Dans son exposé intitulé « Harmonized European revision practices (HERP) and preparation for the 2024 benchmark revision » (Pratiques européennes harmonisées de révision et préparation de la révision de 2024 des indices de référence), Eurostat présentera les recommandations correspondantes approuvées par le système statistique européen en 2019. Il soulignera l'importance pour l'UE de la bonne coordination des révisions (les données doivent être comparables pour pouvoir être utilisées à des fins administratives ou d'élaboration des politiques), précisera quelles difficultés ont été rencontrées dans la démarche de mise en place d'une révision coordonnée des indices de référence tous les cinq ans, et préconisera une discussion de suivi sur la manière d'assurer une coordination complète de la révision des indices de référence en 2029, qui coïncidera avec l'application dans l'UE des normes de comptabilité nationale actualisées (le système européen de comptes).

45. Dans son exposé intitulé « Main revisions and benchmarking – policy and practice: Perspectives from the U.S. » (Révisions majeures et révisions des indices de référence – politique et pratique : perspectives aux États-Unis), le Bureau d'analyse économique des États-Unis présentera les meilleures pratiques qu'il a adoptées dans le cadre des révisions majeures et des révisions des indices de référence, notamment les stratégies de production et de communication. Ces révisions, dont la dernière a été publiée en septembre 2023, sont effectuées tous les cinq ans et comportent un certain nombre d'éléments récurrents, notamment l'ajustement du niveau de référence du PIB sur la base des résultats du dernier recensement économique, l'introduction d'améliorations des définitions et des méthodes utilisées ainsi que la mise à jour de l'année de référence. Le Bureau abordera également les défis liés à la fréquence quinquennale du processus de révision des indices de référence, notamment le manque d'informations récentes. Il décrira également des innovations envisagées pour les futures révisions majeures, destinées à les rendre plus réalisables pour les producteurs, tout en garantissant la production de statistiques économiques récentes, précises et pertinentes.

46. Dans son exposé intitulé « National accounts benchmark revisions in Costa Rica. Policy and practice » (Révisions des indices de référence de la comptabilité nationale au Costa Rica : politiques et pratiques), la Banque centrale du Costa Rica donnera un aperçu des différentes étapes des révisions, qui ont lieu tous les cinq ans et sont basées sur des protocoles d'accord relatifs à l'accès aux données conclus avec des institutions telles que l'Institut national de statistique et du recensement et le Ministère des finances. Les fichiers administratifs sont utilisés pour le secteur public et le secteur financier, mais aussi de plus en plus pour le secteur privé non financier et les ménages, afin de simplifier le processus et d'alléger la charge que représente la communication de données. Les méthodes d'enquête de conjoncture sont en cours de révision et de refonte afin qu'elles soient axées uniquement sur les variables qui ne sont pas disponibles dans les fichiers administratifs. En outre, le processus de saisie, de codage et de traitement des données microéconomiques a été automatisé. Le logiciel utilisé à cette fin permet aux responsables de l'établissement de la comptabilité nationale de modifier les questionnaires, les classifications et les codes ainsi que de redéfinir la séquence des comptes si nécessaire. Cela facilitera l'application des recommandations du SCN 2025 les plus pertinentes pour le Costa Rica dans la prochaine révision des indices de référence.

47. Dans son exposé intitulé « Belize System of National Accounts Restructure from 2000 benchmark to 2014 benchmark » (Restructuration du système de comptabilité nationale du Belize, de l'année de référence 2000 à l'année de référence 2014), l'Institut de statistique du Belize présentera les mesures prises pour réorganiser le système de comptabilité nationale du pays. Les comptes nationaux du Belize ont été établis sur la base des données de l'année de référence 2000, qui comportaient des rapports coûts/production datant de 1984 à 1992. C'est pourquoi l'Institut a réalisé une révision majeure, qui comprenait notamment le passage à

2014 en tant qu'année de référence, l'introduction de nouvelles branches d'activité qui n'étaient pas prises en compte dans l'année de référence 2000 ou qui sont apparues plus tard, et le passage du SCN 1993 au SCN 2008.

48. Dans son exposé intitulé « Developing national accounts revision policy in Armenia » (Élaboration de la politique de révision des comptes nationaux en Arménie), Armstat fournira une vue d'ensemble de la politique de révision du PIB et du calendrier de cette révision. Il présentera aussi la politique de révision des indicateurs à haute fréquence de l'activité économique (indicateurs mensuels de l'activité économique) et les orientations visant à améliorer le processus de révision conformément aux dernières exigences.

6. Éléments d'information

49. Des informations actualisées sur les récentes activités entreprises par la CEE en coopération avec des organisations partenaires seront présentées au Groupe d'experts pour information.

7. Conclusions, prochaines étapes et adoption du rapport

50. Les propositions relatives aux travaux futurs du Groupe d'experts seront présentées et examinées au titre de ce point de l'ordre du jour. Les principales décisions adoptées à la session seront soumises aux participants pour adoption.

8. Questions diverses

51. Les participants qui souhaitent proposer d'autres questions à examiner au titre de ce point de l'ordre du jour sont priés d'en informer le secrétariat dès que possible.
